

13 octobre 2023



Perspectives économiques et financières – octobre 2023



BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET
OFFICE OF THE PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER

Le directeur parlementaire du budget (DPB) appuie le Parlement en fournissant des analyses économiques et financières dans le but d'améliorer la qualité des débats parlementaires et de promouvoir une plus grande transparence et responsabilité en matière budgétaire.

Le présent rapport fournit une projection de référence pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et financiers possibles dans le cadre des politiques actuelles.

Collaborateurs :

Nasreddine Ammar, conseiller-analyste
Lisa Barkova, analyste
Robert Behrend, conseiller-analyste
Régine Cléophat, analyste
Mark Creighton, analyste
Matt Dong, analyste
Rolande Kpekou Tossou, analyste principale
Marianne Laurin, analyste
Katarina Michalyshyn, analyste
Nora Nahornick, analyste principale
Jason Stanton, conseiller-analyste
Kaitlyn Vanderwees, analyste

Préparé sous la supervision de :

Kristina Grinshpoon, directrice par intérim
Chris Matier, directeur général
Tim Scholz, directeur par intérim

Nancy Beauchamp, Marie-Eve Hamel Laberge, Martine Perreault et Rémy Vanherweghem ont contribué à la préparation du rapport aux fins de publication.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez [communiquer avec le Bureau du directeur parlementaire du budget](#).

Yves Giroux
Directeur parlementaire du budget

Table des matières

Faits saillants.....	1
Résumé	3
Perspectives économiques.....	3
Perspectives financières.....	5
Risques et incertitude.....	10
Annexe A: Perspectives économiques détaillées.....	14
Annexe B: Composition du PIB nominal	15
Annexe C : Perspectives de revenus détaillées.....	16
Annexe D : Perspectives détaillées concernant les charges de programmes	17
Annexe E : Compte des opérations de l'assurance-emploi.....	19
Annexe F : Charges de programmes directes.....	20
Annexe G : Perspectives concernant la dette fédérale	21
Annexe H : Comparaison des perspectives par rapport à celles de mars 2023	22
Annexe I : Comparaison des perspectives par rapport à celles de Budget 2023	24
Notes	26

Faits saillants

Après la contraction du produit intérieur brut (PIB) réel au deuxième trimestre, le DPB prévoit que l'économie canadienne stagnera au cours du deuxième semestre de l'année 2023. Alors que la Banque du Canada maintient sa politique monétaire restrictive afin de rétablir la stabilité des prix, nous prévoyons que les dépenses de consommation demeureront faibles au cours du deuxième semestre de cette année et de la première moitié de l'année 2024.

Le DPB s'attend à ce que la Banque du Canada maintienne le taux directeur à 5 % jusqu'au premier trimestre de 2024. L'inflation de l'IPC étant en bonne voie de revenir à sa cible de 2 %, nous prévoyons que la Banque commencera à abaisser son taux directeur en avril 2024.

Pour l'exercice financier en cours, soit 2023-2024, le DPB prévoit que le déficit budgétaire atteindra 46,5 milliards de dollars (1,6 % du PIB). En supposant qu'aucune nouvelle mesure ne soit prise et que les mesures temporaires existantes prennent fin comme prévu, le déficit budgétaire devrait revenir sur sa trajectoire descendante et passer à 8,2 milliards de dollars (0,2 % du PIB) en 2028-2029.

Le DPB prévoit une augmentation du ratio de la dette fédérale au PIB de 42,6 % en 2023-2024. En supposant qu'aucune nouvelle mesure ne soit prise et que les mesures temporaires existantes prennent fin comme prévu, le ratio de la dette fédérale devrait atteindre 37,8 % en 2028-2029, mais rester supérieur à son niveau d'avant la pandémie, qui était de 31,2 % du PIB en 2019-2020.

Le DPB projette que le ratio du service de la dette (c'est-à-dire les charges de la dette publique par rapport aux recettes fiscales), selon une politique de statu quo, culminera à 12,0 % en 2023-2024, puis diminuera progressivement pour s'établir à 11,0 % en 2028-2029, soit bien au-dessus de son niveau le plus bas enregistré avant la pandémie, à savoir 8,3 % en 2018-2019.

Résumé

Le présent rapport fournit une projection de référence pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et budgétaires possibles dans le cadre des politiques actuelles. Nos perspectives intègrent les données économiques allant jusqu'au 30 septembre¹. Elles comprennent aussi les nouvelles mesures annoncées par le gouvernement dans le budget de 2023 et jusqu'au 15 septembre. On trouvera ci-dessous un aperçu condensé des Perspectives économiques et financières (PEF) du DPB. Les détails des projections sont fournis aux annexes A à I. Une version accessible des annexes se trouve sur le [site Web du DPB](#).

Perspectives économiques

À la suite de la contraction du PIB réel au deuxième trimestre, nous projetons que l'économie canadienne stagnera au cours du deuxième semestre de 2023, avec une croissance moyenne trimestrielle de 0,1 % du PIB réel.

Comme la Banque du Canada maintient sa politique monétaire restrictive afin de rétablir la stabilité des prix, nous prévoyons que les dépenses de consommation demeureront faibles au cours du deuxième semestre de cette année et de la première moitié de l'année 2024. Nous prévoyons que la faiblesse de l'investissement résidentiel se poursuivra jusqu'à la fin de l'année prochaine. L'investissement en stocks continuera aussi de plomber la croissance étant donné que les entreprises réduiront leurs niveaux de stocks.

Nous prévoyons que la croissance annuelle du PIB réel rebondira à 2,4 % en 2025, à mesure que les dépenses de consommation et l'investissement résidentiel se redresseront et que le ralentissement causé par la baisse d'investissements en stocks se résorbera (tableau 1). De 2026 à 2028, nous

prévoyons que la croissance du PIB réel sera en moyenne de 2,1 % par année, ce qui est supérieur à notre estimation de la croissance de la production potentielle (1,9 %) pour la même période.

Tableau 1

Sommaire des perspectives économiques, en pourcentage
(à moins d'indication contraire)

	2022	2023	2024	2025	2026-2028
Croissance du PIB réel	3,4	1,2	0,7	2,4	2,1
Taux de chômage	5,1	5,8	6,0	5,8	5,6
Prix du pétrole WTI (\$ US)	95	82	83	77	80
Inflation de l'IPC	6,8	4,0	2,8	1,9	1,9
Taux directeur de la Banque du Canada	4,25	5,00	3,50	2,50	2,50

Source :

Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

La période de prévision va de 2023 à 2028. Le taux de chômage et le taux directeur de la Banque du Canada sont des valeurs de fin de période.

Malgré une baisse du taux de participation de la population active, le taux de chômage a augmenté, passant de 5,0 % en avril à 5,5 % en août, étant donné que les gains modestes en matière d'emploi ont été bien en deçà de la forte croissance de la population.

Avec la stagnation de l'économie, nous projetons que le taux de chômage augmentera à 5,8 % d'ici la fin de l'année. Le ralentissement économique persistant jusqu'à l'année prochaine, nous projetons que le taux de chômage atteindra 6,0 % à la mi-2024 et qu'il demeurera élevé jusqu'au premier semestre de 2025 avant de baisser graduellement à 5,6 % d'ici la fin de la période de projection.

Les pressions à la hausse exercées par les prix des produits de base et par l'inflation sous-jacente devraient maintenir l'inflation des prix à la

consommation² au-dessus de la limite supérieure de 3 % de la fourchette de maîtrise jusqu'au deuxième trimestre de 2024.

À mesure que l'économie entre dans une période d'offre excédentaire notable et que les prix des produits de base baissent, nous prévoyons un retour de l'inflation à sa cible de 2 % d'ici la fin de 2024. Elle s'établira ensuite à 1,9 % en moyenne entre 2025 et 2027, à mesure que l'économie retourne graduellement à sa production potentielle, ou capacité de production.

Nous nous attendons à ce que la Banque du Canada maintienne le taux directeur à 5 % jusqu'au premier trimestre de 2024. L'inflation de l'IPC étant en bonne voie de revenir à sa cible de 2 %, nous prévoyons que la Banque commencera à abaisser son taux directeur en avril 2024. Nous supposons que le taux directeur sera réduit de 25 points de base à chaque date d'annonce fixée, ce qui ramènera le taux à son niveau neutre estimé de 2,5 % au deuxième trimestre de 2025.

Dans l'ensemble, les perspectives pour le PIB nominal – la mesure la plus importante de l'assiette fiscale du gouvernement – sont plus faibles que celles indiquées dans notre projection de mars 2023. Cette baisse est attribuable à l'inflation du PIB plus faible que prévu au quatrième trimestre de 2022 et à une croissance projetée plus faible du PIB réel en 2024 en raison de la politique monétaire plus restrictive que prévu. Le niveau du PIB nominal devrait être 22,7 milliards de dollars plus bas en moyenne de 2023 à 2027 que ce qui était indiqué dans nos perspectives de mars 2023.

Perspectives financières

Nos perspectives du statu quo tiennent compte des nouvelles mesures annoncées dans le budget de 2023 et jusqu'au 15 septembre. Il convient de mentionner que ces mesures comprennent la subvention à la production fournie à [Stellantis-LG Energy Solutions et à Volkswagen](#), ainsi que la [bonification du remboursement de la TPS pour immeubles d'habitation](#)

locatifs. Ensemble, les nouvelles mesures représentent des nouvelles dépenses (nettes) de 28,6 milliards de dollars de 2022-2023 à 2027-2028³.

En l'absence de résultats financiers définitifs pour le dernier exercice, nous estimons qu'il y avait un déficit budgétaire de 38,7 milliards de dollars (1,4 % du PIB) en 2022-2023⁴. Pour l'exercice financier actuel, soit 2023-2024, nous projetons une augmentation du déficit, à 46,5 milliards de dollars (1,6 % du PIB) en raison de la croissance plus lente des recettes et des dépenses plus élevées (tableau 2).

En 2024-2025, en supposant qu'aucune nouvelle mesure ne soit introduite et que les mesures temporaires existantes prennent fin comme prévu, le déficit budgétaire devrait reprendre sa trajectoire descendante pour atteindre 8,2 milliards de dollars (0,2 % du PIB) en 2028-2029, alors que la croissance des recettes fiscales devrait suivre l'augmentation du PIB nominal et que la croissance des dépenses de programme devrait rester relativement limitée.

Tableau 2

Résumé des perspectives financières, en milliards de dollars
(à moins d'indication contraire)

	2022- 2023	2023- 2024	2024- 2025	2025- 2026	2026- 2027	2027- 2028	2028- 2029
Revenus	442,6	458,4	481,6	498,8	520,7	541,1	563,4
Dépenses de programmes	436,7	451,7	464,5	474,8	487,4	504,4	522,9
Frais de la dette publique	34,8	46,4	47,0	47,4	49,6	50,4	51,1
Pertes actuarielles	9,8	6,9	3,3	1,5	-1,2	0,4	-2,4
Charges	481,3	505,0	514,9	523,7	535,8	555,2	571,6
Solde budgétaire	-38,7	-46,5	-33,2	-24,9	-15,1	-14,1	-8,2
Dette fédérale	1 168,8	1 215,3	1 248,6	1 273,5	1 288,6	1 302,7	1 310,9
Solde budgétaire, % du PIB	-1,4	-1,6	-1,1	-0,8	-0,5	-0,4	-0,2
Dette fédérale, % du PIB	42,0	42,6	42,3	41,4	40,2	39,1	37,8

Source :
Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

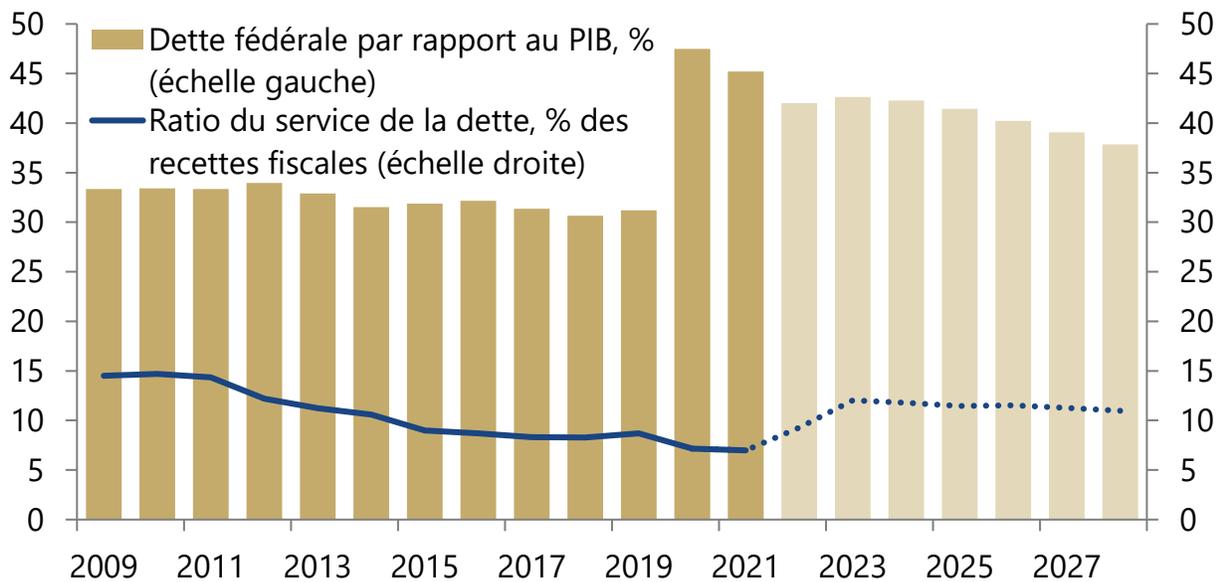
Les dépenses comprennent les pertes actuarielles. À compter de 2022-2023, le gouvernement a adopté les nouvelles normes du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) pour les obligations liées à la désaffectation des biens et pour les instruments financiers. Ces changements ont une incidence sur le solde d'ouverture du déficit accumulé pour 2022-2023 et non sur le solde budgétaire. La valeur pour l'exercice 2022-2023 est une estimation. La période de projection couvre les exercices 2023-2024 à 2028-2029. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Compte tenu de la hausse des taux d'intérêt, nous projetons que le ratio du service de la dette (soit le rapport entre les frais de la dette publique et les recettes fiscales) plafonnera à 12,0 % en 2023-2024 (figure 1). Le ratio du service de la dette devrait ensuite diminuer progressivement à mesure que la croissance des frais de la dette publique ralentira et que les taux d'intérêt reviendront à leur niveau neutre, pour s'établir à 11,0 % en 2028-2029, soit bien au-dessus de son niveau le plus bas enregistré avant la pandémie, à savoir 8,3 % en 2018-2019.

En 2023-2024, étant donné la croissance plus lente du PIB nominal et l'augmentation du déficit budgétaire, nous nous attendons à ce que le ratio de la dette fédérale au PIB augmente à 42,6 %, avant de baisser graduellement à 37,8 % d'ici 2028-2029, demeurant au-dessus de son niveau d'avant la pandémie de 31,2 % du PIB en 2019-2020. Le ratio de la dette fédérale au PIB devrait être de 0,7 points de pourcentage plus élevé, en moyenne, de 2023-2024 à 2027-2028 que ce qui était indiqué dans nos perspectives de mars.

Figure 1

Ratios de la dette fédérale et du service de la dette, en pourcentage



Description textuelle :

Les données pour cette figure peuvent être consultées à l'onglet « Figure 1 » du [fichier accessibilité](#).

Source :

Ministère des Finances Canada, Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les données sont présentées par exercice financier (2021 correspond à l'exercice 2021-2022). La valeur pour l'exercice 2022-2023 est une estimation. La période de projection couvre les exercices 2023-2024 à 2028-2029.

Par rapport à nos perspectives de mars, nous prévoyons des déficits budgétaires supérieurs de 4,0 milliards de dollars, en moyenne, sur la période de 2022-2023 à 2027-2028. Cette révision à la hausse est attribuable aux nouvelles mesures et les perspectives économiques plus faibles, ainsi qu'aux taux d'intérêt plus élevés qui se font sentir sur les frais de la dette publique, qui sont partiellement compensés par des charges de programme plus basses que prévu (tableau 3).

Tableau 3

Évolution du solde budgétaire depuis mars 2023, en milliards de dollars

	2022- 2023	2023- 2024	2024- 2025	2025- 2026	2026- 2027	2027- 2028
Solde budgétaire – PEF de mars 2023	-36,5	-43,1	-27,5	-20,8	-12,1	-8,7
Nouvelles mesures	-11,0	-5,5	-1,5	-6,4	-1,3	-2,9
Autres développements économiques et financiers	8,8	2,1	-4,3	2,2	-1,7	-2,5
Solde budgétaire – PEF d’octobre 2023	-38,7	-46,5	-33,2	-24,9	-15,1	-14,1

Source :

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les mesures supplémentaires comprennent celles annoncées dans le budget de 2023 et jusqu’au 15 septembre. La valeur pour l’exercice financier 2022-2023 est une estimation. La période de projection couvre les exercices 2023-2024 à 2028-2029. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

À l’exception des mesures annoncées dans le budget de 2023 et des mesures hors cycles, nos perspectives de recettes demeurent en grande partie identiques. Même si la baisse des revenus personnels et des dépenses de consommation exerce une pression à la baisse sur les recettes, l’augmentation de l’impôt des sociétés et d’autres recettes compensent cette faiblesse pendant la période de projection⁵.

À l’exception des nouvelles mesures, les dépenses ont été, en moyenne, révisées à la baisse de 0,9 milliard de dollars, ce qui est principalement attribuable aux frais de fonctionnement et aux principaux transferts moins élevés que prévu aux particuliers. Cette révision a toutefois été quelque peu compensée par l’incidence des taux d’intérêt plus élevés sur les frais de la dette publique⁶.

Risques et incertitude

Nos perspectives fournissent une projection de référence pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et financiers possibles dans le cadre des politiques actuelles (c'est-à-dire, selon une base de référence du « statu quo »). Nous estimons que les risques pour nos projections économiques et financières de base sont équilibrés dans l'ensemble.

En ce qui concerne les risques à la baisse, nous estimons que le risque le plus important est une incidence plus forte que prévu de la politique monétaire restrictive de la Banque du Canada (notamment sur les ménages et le marché immobilier), qui aurait un impact négatif sur l'économie canadienne et les finances fédérales.

En ce qui concerne les risques à la hausse, nous estimons que le risque le plus important est celui des dépenses plus élevées que prévu par les gouvernements provinciaux et territoriaux. Notre projection pour les dépenses gouvernementales est éclairée par les budgets récents et des mises à jour qui reflètent une croissance limitée des charges de programme. Des dépenses gouvernementales plus élevées que prévu pourraient stimuler l'activité économique.

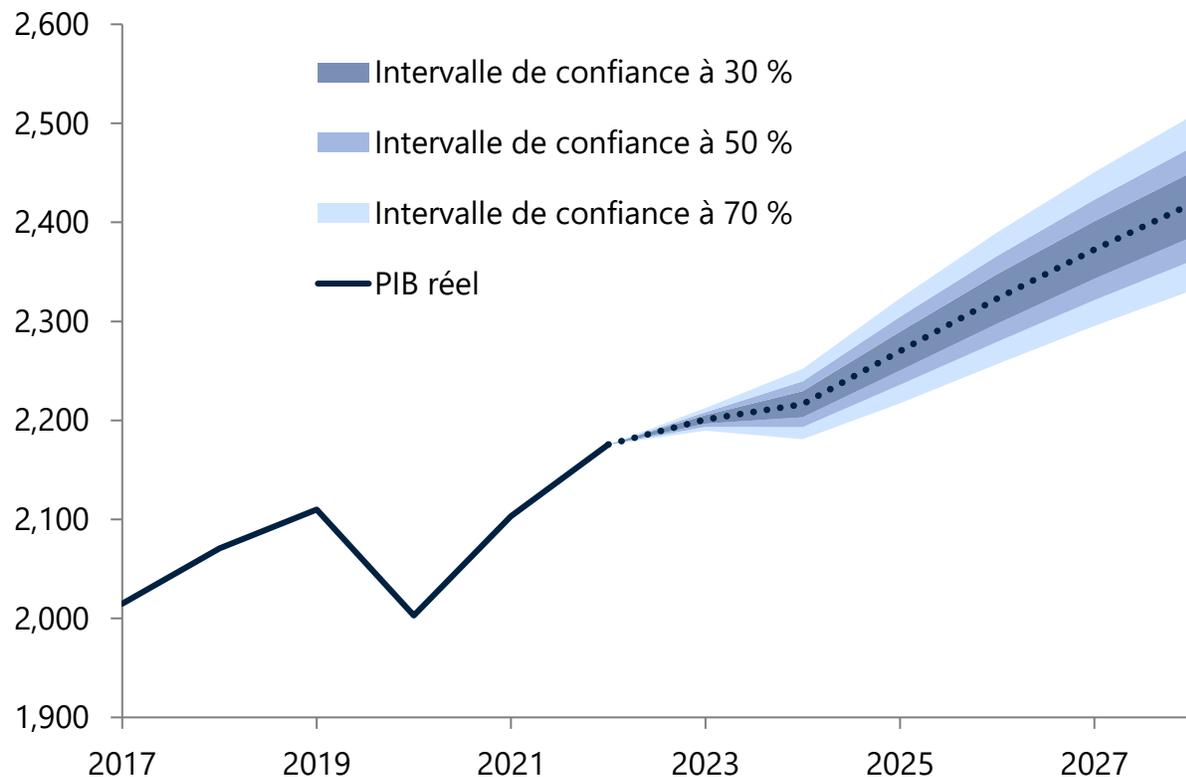
Pour illustrer l'incertitude relative aux perspectives économiques et financières, nous construisons des distributions de résultats futurs possibles centrées sur notre projection de base. Ces distributions servent alors à calculer des intervalles de « confiance »⁷.

Par rapport à notre projection de base de croissance du PIB réel (1,8 % par année, en moyenne, de 2023 à 2028), les intervalles de confiance de 30, 50 et 70 % illustrés dans la figure 2 sont compatibles avec une croissance annuelle moyenne de $\pm 0,2$, $\pm 0,4$ et $\pm 0,6$ point de pourcentage, respectivement. La limite inférieure de l'intervalle de confiance de 70 % en

2024 est compatible avec une baisse de 0,9 % du PIB réel par rapport à son niveau de base de 2023.

Figure 2

Incertitude relative aux perspectives du PIB réel, en milliards de dollars enchaînés (de 2012)



Description textuelle :

Les données pour cette figure peuvent être consultées à l'onglet « Figure 2 » du [fichier accessibilité](#).

Source :

Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

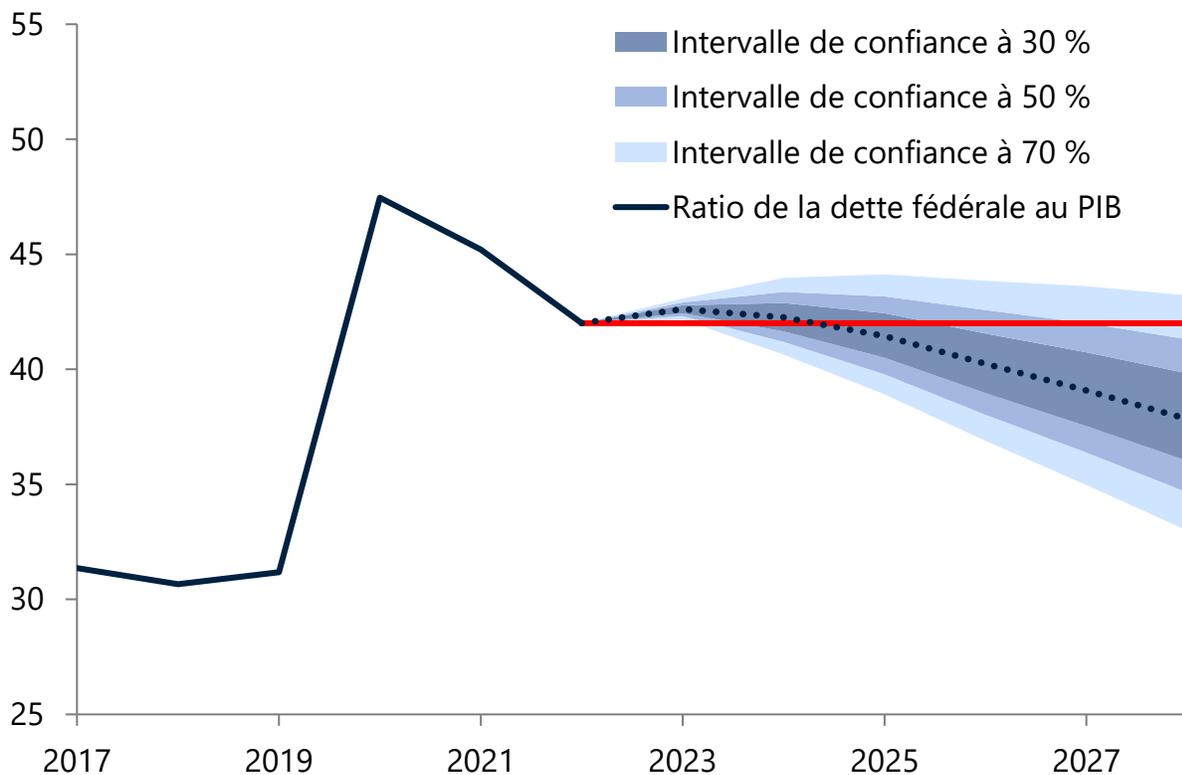
Les séries sont présentées en fonction de l'année civile. La période de prévision va de 2023 à 2028.

Compte tenu des résultats économiques possibles associés à notre projection de base, et selon l'hypothèse de statu quo, nous estimons qu'un intervalle de confiance de 70 % situerait le ratio de la dette fédérale au PIB en 2028-2029 entre 33,0 % et 43,2 % (figure 3). Nous estimons qu'il y a

79 % de chances qu'en 2028-2029, le ratio de la dette fédérale au PIB soit inférieur à son niveau de référence de 42,0 % de 2022-2023.

Figure 3

Incertitude relative aux perspectives du ratio de la dette fédérale au PIB, en pourcentage



Description textuelle :

Les données pour cette figure peuvent être consultées à l'onglet « Figure 3 » du [fichier accessibilité](#).

Source :

Finances Canada, Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les séries sont présentées sur la base d'un exercice financier (2023 correspond à l'exercice 2023-2024). La valeur pour l'exercice 2022-2023 est une estimation. La période de prévision va de 2023-2024 à 2028-2029. La ligne rouge correspond au niveau de base du ratio de la dette fédérale au PIB en 2022-2023.

Selon l'hypothèse du statu quo, nous estimons qu'un intervalle de confiance de 70 % situerait le solde budgétaire en 2028-2029 entre un

déficit de 38,2 milliards de dollars et un excédent de 21,5 milliards de dollars, avec une probabilité de 38 % d'un budget équilibré ou mieux.

Annexe A: Perspectives économiques détaillées

% sauf indication contraire	Prévision						
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Croissance du PIB réel							
octobre 2023	3,4	1,2	0,7	2,4	2,3	2,1	1,9
mars 2023	3,6	1,0	1,6	2,2	2,1	2,0	
Croissance du PIB potentiel							
octobre 2023	1,3	2,2	2,2	1,9	1,9	1,9	1,9
mars 2023	1,5	1,8	1,8	1,9	1,9	1,9	
Inflation du PIB							
octobre 2023	7,2	1,3	2,9	1,5	1,9	1,9	1,9
mars 2023	7,5	1,5	2,1	1,8	2,1	2,1	
Croissance du PIB nominal							
octobre 2023	10,9	2,5	3,6	4,0	4,2	4,1	3,9
mars 2023	11,4	2,6	3,8	4,0	4,2	4,2	
PIB nominal (milliard de \$)							
octobre 2023	2 783	2 852	2 954	3 073	3 203	3 333	3 465
mars 2023	2 796	2 867	2 976	3 096	3 227	3 362	
Taux des bons du Trésor à 3 mois							
octobre 2023	2,4	4,8	4,2	2,6	2,5	2,5	2,5
mars 2023	2,4	4,4	3,2	2,5	2,5	2,5	
Taux des obligations du gouvernement à 10 ans							
octobre 2023	2,8	3,4	3,4	3,3	3,3	3,3	3,3
mars 2023	2,8	3,4	3,3	3,3	3,3	3,3	
Taux de change (cents US / \$ CAN)							
octobre 2023	76,9	74,6	76,4	77,7	79,1	79,9	80,3
mars 2023	76,9	76,7	79,2	79,9	80,5	80,8	
Taux de chômage							
octobre 2023	5,3	5,4	5,9	5,9	5,7	5,6	5,6
mars 2023	5,3	5,5	5,9	5,7	5,6	5,5	
Inflation de l'IPC							
octobre 2023	6,8	4,0	2,8	1,9	1,9	1,9	1,9
mars 2023	6,8	3,7	2,3	2,0	2,0	2,0	
Croissance du PIB réel américain							
octobre 2023	2,1	2,2	1,1	1,7	1,8	1,8	1,8
mars 2023	2,1	0,7	1,3	2	1,8	1,8	
Prix du pétrole WTI (\$ US)							
octobre 2023	95	82	83	77	78	80	82
mars 2023	95	78	73	72	74	75	

Source : Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Annexe B: Composition du PIB nominal

% du PIB	Prévision						
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Parts des dépenses							
Dépenses de consommation finale des ménages	52,8	54,6	54,7	55,0	55,3	55,6	55,9
Dépenses des institutions sans but lucratif au service des ménages	1,6	1,6	1,7	1,7	1,7	1,8	1,8
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	21,0	21,3	21,0	20,8	20,5	20,2	20,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	3,8	3,9	3,9	3,8	3,8	3,7	3,7
Investissements résidentiels	8,6	7,5	7,2	7,0	7,2	7,3	7,6
Formation brute de capital fixe non résidentiel des entreprises	10,6	11,1	11,3	11,3	11,5	11,5	11,6
Investissements en stocks	1,4	0,1	-0,3	0,1	0,5	0,5	0,3
Exportations de biens et services	33,8	33,4	33,4	32,7	32,4	32,2	32,1
Importations de biens et services	33,6	33,6	32,9	32,4	32,7	32,8	33,0
Parts des revenus							
Rémunération des salariés	49,9	51,8	51,3	50,9	51,0	51,2	51,2
Revenu mixte net	8,5	9,0	8,9	8,8	8,8	8,9	8,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	12,4	9,9	9,7	10,1	9,9	9,5	9,4
Revenu des investissements	2,9	1,8	2,5	2,6	2,6	2,6	2,6
Consommation de capital fixe	16,3	16,8	16,6	16,4	16,5	16,5	16,4
Impôts moins les subventions sur la production	3,9	4,1	4,1	4,1	4,1	4,1	4,0
Impôts moins les subventions sur les produits et les importations	6,2	6,6	6,9	7,1	7,2	7,3	7,4

Source : Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Annexe C : Perspectives de revenus détaillées

G\$	Estimation	Prévision					
	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Impôts sur le revenu							
Impôt sur le revenu des particuliers	205,4	215,8	226,8	237,5	248,9	260,8	272,0
Impôt sur le revenu des sociétés	90,4	82,5	84,1	85,7	85,7	88,0	91,4
Impôt sur le revenu des non-résidents	13,4	13,5	13,3	13,3	13,8	14,3	14,7
Impôt total sur le revenu	309,2	311,8	324,2	336,5	348,4	363,1	378,1
Taxes et droits d'accise							
Taxe sur les produits et services	47,1	51,8	53,1	54,7	56,7	58,9	61,1
Droits de douane à l'importation	6,0	6,8	7,2	7,4	7,8	8,1	8,5
Autres taxes et droits d'accise	12,2	12,7	13,1	13,4	13,6	13,8	14,0
Total des taxes et droits d'accise	65,3	71,3	73,3	75,5	78,1	80,8	83,6
Autres revenus fiscaux	0,2	2,6	1,4	1,3	4,1	3,7	3,7
Produits issus de la redevance sur les combustibles	7,9	10,7	13,1	14,9	16,7	18,1	19,6
Cotisations d'AE	26,7	29,1	30,3	30,3	31,1	32,3	33,5
Autres revenus							
Sociétés d'État entreprises	7,8	3,7	8,0	10,8	12,4	12,4	13,0
Autres programmes	23,0	25,7	27,9	26,4	26,7	27,2	28,1
Revenu net des opérations de change	2,6	3,6	3,4	3,0	3,2	3,5	3,9
Total des autres revenus	33,3	33,0	39,3	40,2	42,4	43,1	44,9
Total des revenus budgétaires	442,6	458,4	481,6	498,8	520,7	541,1	563,4
Pour cent du PIB							
Total – revenus fiscaux	13,5	13,5	13,5	13,5	13,4	13,4	13,4
Produits du régime de tarification de la pollution	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6
Revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Autres revenus	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
Total – revenus budgétaires	15,9	16,1	16,3	16,2	16,3	16,2	16,3

Source : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe D : Perspectives détaillées concernant les charges de programmes

G\$	Estimation	Prévision					
	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Principaux transferts aux personnes							
Prestations aux aînés	69,3	76,2	81,1	85,4	89,7	94,2	98,7
Prestations d'assurance-emploi	21,8	23,3	25,5	25,7	26,2	26,9	27,7
Soutien au revenu pour les travailleurs touchés par la COVID-19	-3,0	-2,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	24,5	26,2	27,3	28,3	29,1	29,6	30,2
Total	112,6	123,1	134,0	139,4	144,9	150,7	156,6
Principaux transferts aux autres administrations							
Transfert canadien (TC) en matière de santé	47,1	49,4	52,2	54,8	57,6	60,4	62,9
TC en matière de programmes sociaux	15,9	16,4	16,9	17,4	17,9	18,5	19,0
Péréquation	21,9	24,0	25,3	26,2	27,2	28,3	29,5
Formule de financement des territoires	4,6	4,8	5,1	5,4	5,6	5,9	6,1
Accords sur la santé avec les provinces et les territoires	1,2	3,7	3,7	3,7	3,7	2,5	2,5
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	4,5	5,6	6,6	7,9	7,9	7,7	7,7
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	2,3	2,4	2,4	2,5	2,5	2,6	2,6
Autres transferts aux gouvernements	-6,4	-6,9	-7,3	-7,6	-8,0	-8,5	-8,9
Total	91,1	99,4	105,0	110,3	114,4	117,4	121,5
Frais de carburant retourné	6,6	11,9	14,4	14,9	16,8	18,1	19,6
Charges de programmes directes							
Autres paiements de transfert	94,4	90,3	88,4	90,2	90,1	93,2	95,8
Charges de fonctionnement	132,0	127,0	122,7	120,1	121,2	124,9	129,5
Total des charges de programmes directes	226,3	217,2	211,1	210,3	211,2	218,1	225,3
Total des charges de programmes	436,7	451,7	464,5	474,8	487,4	504,4	522,9
Frais de la dette publique	34,8	46,4	47,0	47,4	49,6	50,4	51,1
Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes	471,5	498,1	511,5	522,2	537,0	554,8	574,0
Pertes actuarielles nettes	9,8	6,9	3,3	1,5	-1,2	0,4	-2,4
Pour cent du PIB							
Principaux transferts aux particuliers	4,0	4,3	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
Principaux transferts aux autres administrations	3,3	3,5	3,6	3,6	3,6	3,5	3,5
Frais de carburant retourné	0,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Charges de programmes directes	8,1	7,6	7,1	6,8	6,6	6,5	6,5

Total des charges de programmes	15,7	15,8	15,7	15,5	15,2	15,1	15,1
--	------	------	------	------	------	------	------

Source : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe E : Compte des opérations de l'assurance-emploi

G\$	Estimation	Prévision					
	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Revenus							
Cotisations d'assurance-emploi	26,7	29,1	30,3	30,3	31,1	32,3	33,5
Cotisations des employés fédéraux	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Total des revenus	27,2	29,5	30,7	30,7	31,5	32,7	33,9
Dépenses							
Prestations	21,8	23,3	25,5	25,7	26,2	26,9	27,7
Frais d'administration	2,7	2,8	2,9	2,9	3,0	3,1	3,2
Dépenses totales	24,5	26,1	28,4	28,6	29,2	30,1	30,9

	2022	2023	2024	2025	2026	(...)	2030	2031
Solde annuel	1,2	2,8	2,7	2,0	2,2		3,3	3,6
Solde cumulatif	-24,7	-21,9	-19,2	-17,2	-15,0		-3,2	0,4
Taux de cotisation (par tranche de 100 \$ de rémunération assurables)	1,58	1,63	1,66	1,61	1,58		1,58	1,58

Source : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué. La période de prévision s'étend de 2023 à 2031.

Annexe F : Charges de programmes directes

G\$	Estimation	Prévision					
	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Autres paiements de transfert							
Subvention salariale d'urgence du Canada	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres paiements	94,6	90,3	88,4	90,2	90,1	93,2	95,8
Total des autres paiements de transfert	94,4	90,3	88,4	90,2	90,1	93,2	95,8
Dépenses de fonctionnement							
Dépenses personnelles	66,4	64,6	63,9	63,0	64,5	66,5	68,9
Sociétés d'État consolidée	9,3	9,2	9,5	9,4	9,4	9,8	10,2
Autres dépenses de fonctionnement	50,1	46,4	41,9	39,7	38,9	39,3	40,7
Total des dépenses de fonctionnement	125,8	120,3	115,4	112,2	112,8	115,6	119,8
Charges d'amortissement des immobilisations	6,2	6,7	7,3	7,9	8,4	9,3	9,7
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	132,0	127,0	122,7	120,1	121,2	124,9	129,5
Total des charges de programmes directes	226,3	217,2	211,1	210,3	211,2	218,1	225,3

Source : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe G : Perspectives concernant la dette fédérale

G\$ sauf indication contraire	Estimation	Prévision					
	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Dettes portant intérêt							
Dettes contractées sur les marchés*	1 256,2	1 302,7	1 335,9	1 360,9	1 375,9	1 390,1	1 398,3
Régimes de retraite et autres avantages futurs	319,5	313,6	310,2	308,6	310,9	318,0	329,5
Autres passifs	10,8	11,2	11,4	11,7	11,8	11,9	12,0
Dettes portant intérêt	1 586,4	1 627,4	1 657,6	1 681,2	1 698,6	1 719,9	1 739,8
Créditeurs et charges à payer	242,2	247,2	253,3	261,9	273,7	287,4	302,5
Total des obligations	1 828,7	1 874,6	1 910,8	1 943,1	1 972,3	2 007,3	2 042,3
Actifs financiers	552,3	547,9	547,0	550,2	560,1	576,6	598,8
Actifs non financiers	107,6	111,4	115,3	119,4	123,6	128,0	132,5
Total des actifs	659,9	659,3	662,3	669,6	683,7	704,6	731,3
Dettes fédérales (obligations moins actifs)	1 168,8	1 215,3	1 248,6	1 273,5	1 288,6	1 302,7	1 310,9
Dettes fédérales (% du PIB)	42,0	42,6	42,3	41,4	40,2	39,1	37,8
Dettes contractées sur les marchés : sociétés d'État mandataires*	311,6	317,3	318,2	327,9	333,3	338,3	343,4
Besoins d'emprunt, de la Loi autorisant certains emprunts	1 567,7	1 620,0	1 654,1	1 688,8	1 709,3	1 728,3	1 741,7

Source : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : * Les exigences d'emprunt en vertu de la *Loi autorisant certains emprunts* concernent la somme de la dette contractée sur les marchés par le gouvernement du Canada et les sociétés d'État mandataires. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe H : Comparaison des perspectives par rapport à celles de mars 2023

G\$	Estimation	Prévision				
	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	-4,8	-1,5	-1,0	-1,9	-2,3	-2,4
Impôt sur le revenu des sociétés	2,3	4,4	3,8	4,5	3,0	2,6
Impôt sur le revenu des non-résidents	-0,5	0,1	0,1	-0,2	-0,2	-0,2
Impôt total sur le revenu	-3,0	3,0	2,9	2,4	0,6	0,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	-1,3	0,4	0,2	-0,2	-0,5	-0,7
Droits de douane à l'importation	-0,3	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1
Autres taxes et droits d'accise	0,0	0,0	0,3	0,4	0,4	0,6
Total des taxes et droits d'accise	-1,6	0,5	0,7	0,2	0,0	-0,1
Autres revenus fiscaux	0,0	2,2	-0,2	-0,3	2,2	1,6
Produits issus de la redevance sur les combustibles	-0,6	-0,8	-0,9	-1,2	-1,4	-1,8
Cotisations d'AE	0,0	0,5	0,5	-0,5	-1,1	-1,0
Autres revenus	1,2	-0,2	2,2	2,9	3,4	3,1
Total des revenus budgétaires	-4,1	5,2	5,2	3,5	3,6	1,9
Principaux transferts aux personnes						
Prestations aux aînés	-0,6	0,0	0,5	0,5	0,4	0,3
Prestations d'AE	-0,4	-0,5	0,4	0,0	-0,3	-0,3
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	-3,2	-2,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	-0,5	-0,4	-0,7	-0,5	-0,2	-0,1
Total	-4,7	-3,5	0,2	0,0	-0,1	-0,1
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Péréquation	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Formule de financement des territoires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts aux gouvernements	-0,1	-0,6	-0,6	-0,6	-0,6	-0,6
Total	-0,1	-0,6	-0,8	-0,8	-0,8	-0,9
Frais de carburant retourné	-1,8	-1,2	0,2	-1,3	-1,3	-1,8
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	1,1	6,6	6,0	7,6	7,6	8,3
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	3,4	3,2	1,7	-0,5	-1,8	-1,8
Total des charges de programmes directes	4,5	9,8	7,7	7,1	5,8	6,5
Total des charges de programmes	-2,0	4,6	7,4	5,0	3,5	3,7
Frais de la dette publique	0,1	2,8	3,3	2,7	3,9	4,5
Total des charges	-1,9	7,4	10,7	7,6	7,5	8,1

Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes	-2,2	-2,2	-5,5	-4,1	-3,8	-6,3
Pertes actuarielles nettes	0,0	1,2	0,3	0,0	-0,8	-0,8
Solde budgétaire	-2,2	-3,4	-5,8	-4,1	-3,0	-5,4
Dettes fédérales	0,6	4,0	9,8	13,9	16,9	22,3

Source : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total.

Annexe I : Comparaison des perspectives par rapport à celles de Budget 2023

G\$	Estimation	Prévision				
	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	-1,4	2,1	2,3	1,8	2,4	2,9
Impôt sur le revenu des sociétés	2,4	-3,0	-2,2	-2,1	-4,4	-5,1
Impôt sur le revenu des non-résidents	-0,2	-0,2	0,2	0,6	0,8	0,7
Impôt total sur le revenu	0,9	-1,1	0,3	0,2	-1,2	-1,5
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1,7	0,4	-0,4	-0,8	-0,7	-0,5
Droits de douane à l'importation	-0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
Autres taxes et droits d'accise	0,8	0,8	0,7	0,9	1,0	1,1
Total des taxes et droits d'accise	2,3	1,4	0,5	0,4	0,7	1,0
Autres revenus fiscaux	0,0	1,7	0,5	0,3	0,3	0,3
Produits issus de la redevance sur les combustibles	0,2	0,6	0,8	0,9	1,0	1,0
Cotisations d'AE	-0,1	0,9	1,3	0,4	0,1	0,2
Autres revenus	2,0	-1,7	-0,4	-1,9	-1,9	-2,7
Total des revenus budgétaires	5,3	1,6	3,1	0,4	-1,1	-1,7
Principaux transferts aux personnes						
Prestations aux aînés	0,2	0,3	-0,1	-0,9	-1,7	-2,1
Prestations d'AE	-0,8	-0,9	0,0	-0,5	-0,4	-0,4
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	0,0	-2,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	0,0	0,6	-0,1	-0,2	-0,2	-0,4
Total	-0,7	-2,6	-0,1	-1,7	-2,4	-2,9
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	0,0	0,0	0,2	0,2	0,3	0,2
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Péréquation	0,0	0,0	0,1	0,3	0,2	0,2
Formule de financement des territoires	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2
Autres transferts aux gouvernements	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,3
Total	0,1	-0,1	0,3	0,5	0,5	0,4
Frais de carburant retourné	-0,3	0,7	0,9	0,9	1,0	1,0
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	1,0	3,9	-2,4	-0,9	-1,1	-0,8
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	0,6	3,3	2,5	0,2	0,1	1,2
Total des charges de programmes directes	1,5	7,0	0,1	-0,7	-1,1	0,4
Total des charges de programmes	0,8	5,1	1,2	-1,1	-1,8	-1,0
Frais de la dette publique	0,3	2,5	1,0	0,8	1,3	0,1
Total des charges	1,1	7,6	2,2	-0,3	-0,6	-0,9

Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes	4,3	-6,0	0,9	0,7	-0,5	-0,8
Pertes actuarielles nettes	0,0	0,5	-0,9	-1,3	-1,2	-0,7
Solde budgétaire	4,3	-6,4	1,8	1,9	0,7	-0,1
Dettes fédérales	-11,9	-5,5	-7,2	-9,2	-9,8	-9,8

Source : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total.

Notes

¹ Nos perspectives n'incluent pas la troisième estimation du PIB ni la mise à jour complète des comptes économiques nationaux des États-Unis publiée par le Bureau of Economic Analysis le 28 septembre.

² Mesurée par les variations d'une année à l'autre de l'indice des prix à la consommation (IPC).

³ Ces montants comprennent les estimations des coûts des mesures présentées dans le budget de 2023 du DPB. Ces mesures sont inférieures de 3,6 milliards de dollars aux estimations du gouvernement, ce qui s'explique en grande partie par les différences dans l'établissement des coûts du nouveau Régime canadien de soins dentaires.

⁴ Étant donné que les Comptes publics de 2023 n'ont pas encore été publiés, l'estimation pour 2022-2023 utilise les données de [La revue financière de mars 2023](#) du ministère des Finances Canada ainsi que les hypothèses et estimations du DPB.

En moyenne, au cours de la dernière décennie, les Comptes publics ont été déposés sept mois après la fin de l'exercice financier. [Comme il est indiqué dans les rapports précédents](#), le gouvernement ne répond toujours pas à la norme de pratique avancée des lignes directrices du Fonds monétaire international en matière de rapports financiers, dans lesquelles il est recommandé que les gouvernements publient leurs états financiers annuels dans les six mois après la fin de l'exercice.

⁵ La révision à la hausse de nos perspectives pour les recettes fiscales reflète en grande partie des bénéfices des entreprises plus solides que prévu en 2022-2023 et leur maintien à un niveau élevé dans la plupart des secteurs au deuxième trimestre de 2023.

Les autres recettes ont été révisées à la hausse, principalement en raison des bénéfices projetés plus importants des sociétés d'État entreprises et des revenus d'intérêt des sociétés d'État. Ces recettes plus élevées ont été quelque peu compensées par les bénéfices projetés plus faibles de la Banque du Canada en raison de l'augmentation des taux d'intérêt.

⁶ À la lumière des plans ministériels de 2023-2024, nous avons revu à la baisse notre projection pour les frais de fonctionnement. Cette révision a été quelque peu compensée par une croissance plus élevée de la rémunération en raison des conventions collectives nouvellement signées.

⁷ Pour obtenir plus de détails concernant l'approche utilisée afin de construire des intervalles de confiance pour nos projections économiques et budgétaires, voir l'évaluation par le DPB de [l'incidence des mesures du budget de 2021](#).

Comme nous l'avons mentionné dans nos rapports précédents, l'une des limites clés des distributions des composantes budgétaires réside dans le fait qu'elles ne tiennent compte que de l'incertitude « économique ». Elles ne tiennent pas compte de l'incertitude liée à la transposition des projections économiques en projections financières; des interventions discrétionnaires de la politique monétaire liées à différents résultats économiques; ou des risques non économiques.

RP-2324-017-S_f

T_RP_3.0.0

© Bureau du directeur parlementaire du budget, Ottawa, Canada, 2023